

Les espoirs régionaux d'Israël, au détriment des Palestiniens

Le Monde, Actualités, jeudi 21 juillet 2016

La visite, inédite depuis neuf ans, n'avait pas été annoncée. Son -retentissement n'en a été que plus important. Le ministre égyptien des affaires étrangères, -Sameh Shoukry, s'est rendu en -Israël, dimanche 10 juillet, pour rencontrer le premier ministre Benyamin Nétanyahou.

Ce déplacement a traduit trois phénomènes : l'étroitesse des relations bilatérales, en particulier dans le domaine sécuritaire ; la volonté de l'Egypte d'assumer un rôle de facilitateur dans la résolution du conflit israélo-palestinien ; la stratégie israélienne pour contrer toute ingérence internationale dans ses affaires. Il en est ainsi de l'initiative de la France qui pourrait aboutir à la tenue d'une conférence multilatérale en fin d'année, une perspective qui exaspère l'Etat hébreu.

M. Shoukry a été reçu avec une déférence rare par M. Nétanyahou. A l'instar du rapport récent du Quartet (Etats-Unis, Russie, Union européenne – UE – , ONU), M. Shoukry a relevé la "détérioration constante sur le terrain" depuis avril 2014 et l'échec des dernières -négociations entre Israéliens et Palestiniens. Le 17 mai, le président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, avait appelé les deux parties à saisir l'occasion historique d'avancer vers la paix.

M. Nétanyahou a salué l'importance du traité de paix avec l'Egypte, signé il y a trente-sept ans, qui représente "un pilier de stabilité", tout comme celui conclu avec la Jordanie en 1994. M.

Nétanyahou érige ces deux processus bilatéraux de normalisation en modèles : ils ont permis de surmonter des décennies d'hostilité. Les Palestiniens sont donc invités à reprendre le fil des négociations, au lieu de placer leurs espoirs dans l'initiative de paix française, qui vise à briser le monopole américain sur la médiation entre les parties.

Nouveaux horizons

Depuis plusieurs mois, M. Nétanyahou et le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, s'interpellent à distance en se disant prêts à négocier dans l'instant. Mais cette bonne volonté paraît artificielle, vu le nombre de notes de bas de page qui l'accompagne. M. Abbas dispose d'une légitimité politique en confettis, faute d'élections depuis onze ans et de réconciliation avec les frères ennemis du Hamas, qui contrôlent la bande de Gaza. M. Nétanyahou, dont l'attachement à l'idée d'un Etat palestinien est très discuté au -regard de son bilan, est devenu l'otage volontaire de l'extrême droite, depuis les élections anticipées de mars 2015. Tout signe d'ouverture aux Palestiniens provoquera l'implosion immédiate de sa coalition à la Knesset.

Dans ce contexte, Israël privilégie la nouvelle réalité régionale, forgée par les révolutions arabes et la guerre en Syrie, afin de contrer les discours pessimistes sur son isolement. "C'est un comble, on est plus attaqué à Bruxelles qu'au Moyen-Orient", dit une source diplomatique, qui souligne un effacement de l'UE dans la -vision israélienne. L'Inde, avec laquelle le commerce militaire et technologique fleurit, ou l'Afrique, où M. Nétanyahou vient d'effectuer une tournée, sont les nouveaux horizons.

Dans son voisinage, les relations d'Israël avec l'Egypte n'ont jamais été aussi étroites, à l'image de la coopération sécuritaire dans le Sinaï contre les djihadistes, qui inclurait des frappes de drones israéliens. Fin juin, l'Etat -hébreu a conclu un accord de normalisation avec la Turquie, après six années de brouille. Enfin, il entretient des contacts en coulisses avec des pays du Golfe, qui partagent ses préoccupations face aux visées iraniennes au Moyen-Orient, jugées hégémoniques. Mais, pour l'heure, les traductions publiques de ces convergences avec les forces sunnites sont rares. Voilà pourquoi la visite de M. Shoukry, qui pourrait précéder un déplacement de M. Nétanyahou au Caire, a une forte valeur symbolique. "Les pays arabes évoquent tout le temps leur initiative de paix, mais on a envie de leur dire : parlez-nous, au lieu de quitter la pièce !", plaide un haut diplomate israélien. Mais les pays arabes connaissent le ressentiment de leurs opinions

publiques contre Israël. "Ils ne veulent pas faire de concessions en premier et avancer vers la reconnaissance d'Israël, décrypte un haut diplomate français. Ils considèrent que l'initiative de paix arabe de 2002 est assez claire, elle est à prendre ou à laisser." Ce plan dessinait un chemin par étapes vers une solution à deux Etats, incluant une reconnaissance de l'Etat hébreu par les membres de la Ligue arabe.

Le 30 mai, M. Nétanyahou se disait "prêt à négocier avec les Etats arabes des corrections à cette initiative afin qu'elle reflète les changements dramatiques dans la région depuis 2002". Par exemple, il n'est plus question, pour Israël, de se retirer du plateau stratégique du Golan (annexé en 1981), jouxtant une Syrie en lambeaux et un Liban qui héberge les 100 000 roquettes du Hezbollah. On peut douter de la sincérité de cette ouverture israélienne, alors que de nouvelles constructions dans les colonies ont été annoncées juste après la publication du rapport du Quartet. Israël s'avance comme si la question palestinienne n'importait plus sur le plan régional, dépassée par l'organisation Etat islamique et les capacités de projection sans précédent de l'Iran. Comme si l'occupation pouvait se transformer insidieusement, au prix de quelques condamnations de papier, en annexion de facto.

Dans son rapport, le Quartet a consigné un chiffre peu relevé. Près de 70 % des terres en zone C, qui représente 60 % de la Cisjordanie, ont déjà été confisquées par l'occupant.

Piotr Smolar